

et pourtant  
elle tourne...

## eurocommunisme : le schisme ?

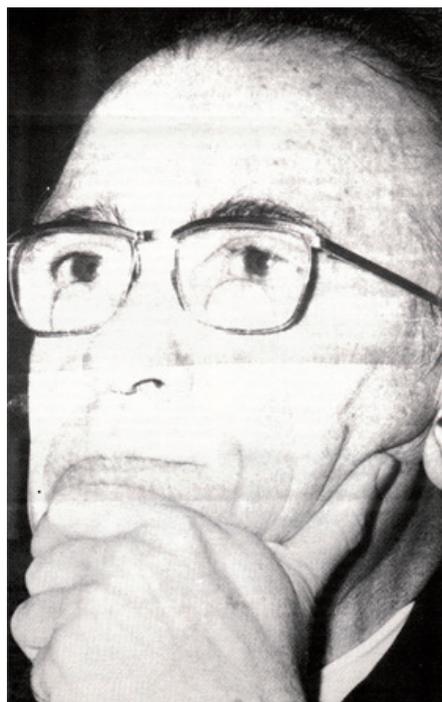
**L'extraordinaire violence de l'attaque en forme d'anathème lancée par l'hebdomadaire *Temps nouveaux* contre Santiago Carrillo est-elle le signe d'un tournant dans les rapports entre l'Union soviétique et les PC « eurocommunistes » ?**

Il faut sans doute remonter à l'affaire yougoslave et au schisme chinois pour retrouver un tel ton d'excommunication. Plus surprenante encore est la réponse de Carrillo à ses détracteurs. Qu'un dirigeant communiste — avec l'accord de son parti (1) — ait l'audace de déclarer à propos des dirigeants communistes : « ces messieurs se conduisent comme un Saint-Office en action. Ils ne peuvent donc inspirer que de la défiance », voilà de quoi se faire se retourner dans leur tombe Joseph Staline, Maurice Thorez et Togliatti réunis !

### il y a... Dolorès

Pourquoi cette offensive et pourquoi le PC d'Espagne ? La réponse à la seconde question éclaire la première. Si les dirigeants soviétiques s'attaquent au PCE c'est parce qu'il leur apparaît comme le maillon le plus faible de la chaîne « eurocommuniste » : son modeste score électoral, son relatif isolement sur la scène politique espagnole, peuvent rendre sa direction actuelle vulnérable. Et puis il y a Dolorès, la « Pasionaria », présidente du parti, que les Soviétiques ont l'espoir — fou ? — d'utiliser pour une opération scissionniste (comme ils ont été tentés déjà de le faire avec Jeanette Vermersch en France).

Enfin, le contentieux entre les Soviétiques et le PCE est déjà ancien. L'invasion de la Tchécoslovaquie et la « normalisation » qui a suivi ont été condamnées avec la plus grande vigueur par les Espagnols. A l'époque, les Soviétiques avaient même sus-



Santiago Carrillo, Secrétaire Général du Parti Communiste Espagnol

cité la création d'un PC concurrent, favorable à leurs thèses. Cette opération devait finalement tourner court ; mais, pour la direction du PCE, l'expérience a servi de révélateur et de leçon.

A bien des égards, ce sont les communistes espagnols qui ont analysé avec le plus de liberté et d'audace la réalité politique et sociale du stalinisme, comme en témoigne précisément l'ouvrage de Carrillo (2) mis en cause par *Temps nouveaux*. Moins préoccupés par les Italiens et les Français d'échéances politiques immédiates et de tactique — au moins jusqu'à une époque très récente —, les Espagnols ont aussi critiqué avec la plus grande netteté la politique extérieure de l'URSS.

En septembre 1973, dans un rapport au comité central, M. Azcarate déclarait : « [la direction du PC de l'URSS] accepté la perspective d'un statu quo politique et social dans le monde comme s'il était la conséquence naturelle de la coexistence pacifique... la révolution disparaît de l'horizon de la politique extérieure des grands pays socialistes » inspirée exclusivement par des intérêts d'Etats et de grandes puissances (3)

Et d'évoquer la perspective d'une « nouvelle étape du mouvement communiste d'Europe occidentale » autour d'actions sur des objectifs communs (coordination des luttes ouvrières, lutte contre les blocs, lutte anti-impérialiste). Dès 1970, Santiago Carrillo n'hésitait pas à évoquer « la perspective d'une Europe démocratique et socialiste ». On retrouve ici un certain nombre de thèmes « eurocommunistes » exprimés souvent avec une certaine avance et dans des termes dénués d'ambiguïtés diplomatiques.

### jusqu'à la rupture ?

On comprend dès lors dans ces conditions que les Soviétiques aient choisi le PCE comme cible prioritaire. Mais il est bien évident que l'attaque vise également le PCI et le PCF qui auraient tort de se croire à l'abri — de tentatives scissionnistes notamment.

La direction du PC soviétique est-elle décidée à aller jusqu'au bout, jusqu'à une rupture au sein du mouvement communiste international ?

Cette éventualité paraît bien inscrite dans les faits ; encore que, contrairement aux Yougoslaves et aux Chinois, les PC « euro-communistes » et le PC japonais visés n'étant pas au

pouvoir, leur excommunication prendra nécessairement des formes inédites. En effet, les PC d'Europe occidentale paraissent engagés dans un processus irréversible. Le renouveau des luttes ouvrières — dans leur forme et leur contenu —, depuis la fin des années 60, la crise structurelle du capitalisme, et surtout la politique de larges alliances qui a assuré le maintien de leur implantation dans les classes populaires, les conduit aujourd'hui au seuil du pouvoir dans des conditions historiques très différentes de celles qui prévalaient à l'époque des fronts populaires. Il ne s'agit plus aujourd'hui de défendre l'URSS menacée d'encerclement, au travers de gouvernements antifascistes. Les dirigeants soviétiques, bien au contraire, s'entendent comme larrons en foire avec leurs homologues capitalistes, pour se partager les zones d'influence et pour négocier de juteux contrats commerciaux. C'est de l'intérieur, des contestataires de tout poil, que vient la menace principale.

---

### **réformisme ou stratégie nouvelle ?**

---

Pour les PC français, espagnol et italien notamment, accepter d'inscrire leur action dans le cadre de la politique soviétique de maintien du statu quo et de lutte contre la contestation interne, les conduirait non seulement à renoncer à l'exercice du pouvoir, mais

aussi et surtout à perdre leur influence de masse.

Cette contradiction est le moteur de la crise actuelle. Mais elle est loin d'avoir produit tous ses effets. Les « eurocommunistes » amorcent à peine — et avec quel retard sur l'histoire ! —, une réévaluation doctrinale et politique dont il serait présomptueux aujourd'hui de prédire où elle les conduira : au réformisme le plus plat ou à une stratégie nouvelle.

Quant au PC de l'URSS il apparaît extraordinairement isolé. En dehors des PC tchèque, bulgare, d'Allemagne de l'Est, de quelques petits partis communistes sectaires des pays capitalistes, sur qui peut-il réellement s'appuyer ? Près de vingt-cinq ans après la mort de Staline, le navire de la bureaucratie soviétique prend eau de toutes parts.

### **Léo GOLDBERG ■**

(1) *Encore convient-il de ne pas sous-estimer le poids, à l'intérieur du PCE, d'une « vieille garde » encore réticente dès lors qu'il s'agit de mener à son terme la critique de la « mère-patrie » du socialisme. On l'a bien vu lorsqu'il s'est agi, pour le comité central, de rendre publique une déclaration en réponse à l'article des Temps nouveaux. Sa modération laisse aisément supposer bien des désaccords, au plus haut niveau, entre dirigeants du Parti communiste d'Espagne.*

(2) *Eurocommunismo y Estado, Barcelone, éd. Critica, 1977.*

(3) *Cf. Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir, Paris, Christian Bourgois, 1976, P. 197.*